

Réduction des émissions : La double responsabilité des pays riches

Afin d'éviter un changement catastrophique du climat, la science affirme qu'il faut que nous contenions le réchauffement climatique global bien en dessous des 2°C. Ce seuil est important car il apparaît être le point de basculement à partir duquel il sera impossible de prévoir l'ampleur de l'emballement du système climatique

Les scientifiques estiment qu'une augmentation de la température de 2°C affecterait plus de deux milliards de personnes, touchées par le manque d'eau. L'Afrique Sub-Saharienne, quant à elle, devra faire face à des sécheresses de plus en plus importantes. L'agriculture, fortement dépendante du climat, ne sera pas épargnée, on estime que la faim et la malnutrition feront plus de trois millions de victimes par an.

Si nous voulons rester sous la barre des 2°C, les pays du Nord devront, selon les calculs des scientifiques, réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% en 2020 par rapport au niveau de 1990. Mais ceci n'est qu'une partie de la solution, la réduction des émissions du Nord ne sera pas suffisante, il est nécessaire qu'ils aident les pays du Sud à atténuer les leurs.

La double responsabilité

Seule, une réduction des émissions des pays riches de 40% en 2020 par rapport au niveau de 1990 n'est pas suffisante pour maintenir le réchauffement sous la barre des 2°C. Il est essentiel que les émissions soient réduites dans les pays du Sud également. Dans ce contexte, les pays du Nord – responsables de la crise climatique actuelle mais qui ont les moyens financiers d'y faire face – ont une double responsabilité : d'une part, ils doivent réduire leurs émissions dans les proportions énoncées ci-dessus et d'autre part, soutenir les actions du Sud en vue de réduire les émissions tant par des apports financiers que par le transfert de technologies.

Malheureusement, cette solidarité internationale, essentielle si nous voulons que le Sud puisse réduire ses émissions, est absente des négociations. Les pays riches estiment que les pays du Sud doivent prendre des mesures efficaces. Les pays du Sud contre argumentent en estimant qu'il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils s'engagent avant que les pays riches n'aient tenu leurs promesses de réduire leurs émissions et de mettre à disposition fonds et technologies nécessaires.

L'atténuation dans les négociations

Depuis Bali, les négociations ont suivi deux voies parallèles :

La voie « Protocole de Kyoto » (Groupe de travail Ad hoc sur les engagements pour les Parties de l'Annexe I sous le Protocole de Kyoto ou AWG-KP) se concentre sur les engagements de réduction d'émission des pays faisant parties de l'Annexe I dans le Protocole de Kyoto. Le Protocole est un instrument légal contraignant dans lequel les Etats se sont engagés à réduire leurs émissions nationales. La phase Kyoto se terminera en 2012, c'est la raison pour laquelle un nouvel accord climatique est en négociation afin de prendre le relais. Comme les Etats-Unis n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto, ils n'ont jamais participé à ce groupe de travail.

La voie LCA (Groupe de travail Ad hoc spécial de l'action concertée à long terme ou AWG-LCA) : Les réductions des émissions et l'atténuation sont considérées en terme de limitations quantitatives et en terme d'objectifs pour les pays riches. Les actions d'atténuation doivent être d'une part appropriées à la situation nationale de chaque pays en développement et d'autre part, soutenues financièrement et technologiquement par les pays

développés. Cette voie qui rassemble tous les pays dont les Etats-Unis est aussi un lieu de négociation pour d'autres sujets comme l'adaptation par exemple.

Les pays riches aimeraient voir ces deux voies ne faire qu'une alors que les pays en développement, de leur côté, veulent maintenir la première voie avant qu'autre chose de plus contraignant ne vienne la remplacer. Ils craignent qu'en combinant les deux voies, certains éléments du Protocole de Kyoto comme le caractère strict des objectifs environnementaux et les mécanismes de conformité globale soient mis sur le côté dans le but d'attirer les Etats-Unis vers un accord.

La rhétorique Vs l'(in)action

La méfiance des pays en développement envers les pays du Nord est totalement justifiée. Les pays riches ont une fâcheuse tendance à ne pas respecter leurs engagements surtout quand de l'argent est en jeu. Les pays développés ont pris l'engagement dans les années 1970 de mettre 0,7% de leur RNB à disposition des pays en développement en tant qu'aide publique au développement. Alors qu'ils renouvellent de temps à autre cette promesse, la moyenne globale du RNB alloué à l'ADP est de 0,3%. Pendant ce temps, un certain nombre des pays de l'annexe I n'atteindront pas leurs objectifs de réductions des émissions signés à Kyoto, comme le Canada par exemple. Si les pays riches rappellent sans cesse qu'ils s'engagent à limiter le réchauffement à 2°C, comme lors du G8 cette année, cela ne se traduit pas dans leurs engagements actuels de réductions des émissions. Seul un pays, la Norvège, a déclaré qu'il allait réduire ses émissions de 40% d'ici à 2020 par rapport au niveau de 1990 afin de montrer la voie vers un accord à Copenhague. Une analyse récente de l'Alliance des Petits Etats insulaires (AOSIS) démontre que les objectifs actuels de réduction des émissions varient entre 12 et 19% par rapport à 1990, ce qui est moins de la moitié de ce qu'il faudrait.

L'inégalité des changements climatiques : quelques chiffres

- Les pays développés sont responsables pour trois quarts des gaz à effet de serre actifs dans l'atmosphère.
- En moyenne un Australien émet quasiment 5 fois plus qu'un Chinois et un Canadien 13 fois plus qu'un Indien.
- Les 100 pays les plus pauvres représentent ensemble une population de plus d'un milliard d'habitants mais ils n'émettent qu'à peine 3% des émissions globales de gaz à effet de serre. Pourtant ces pays seront les premiers à souffrir des changements climatiques.
- Les pays développés, qui se sont enrichis grâce au carburant fossile depuis le siècle passé, ont les capacités économiques pour éviter un emballement du climat.
- Par habitant, les revenus aux Etats-Unis sont 10 fois supérieurs à ceux en Chine et 19 fois supérieurs à ceux en Inde

Les Pays riches doivent jouer le rôle de locomotive

Même les pays riches qui ont la position la plus progressiste – comme l'Union Européenne – ont encore du chemin à parcourir avant de faire ce dont le monde a vraiment besoin en matière de réduction des émissions. L'engagement européen de réduire ses émissions de 20% ou de 30% en cas d'un accord international n'est pas suffisant. On est loin d'un véritable leadership. L'Europe devrait revenir sur cet engagement et proposer une réduction inconditionnelle de 30% et de 40% en cas d'un accord international juste et contraignant. Si l'Europe veut prendre la tête du combat en matière climatique, il faut qu'elle réinstaure un climat de confiance à Copenhague et que ses propres ambitions soient assez hautes pour que les autres puissent les prendre en exemple.

Les pays du Sud n'ont pas attendu les financements des pays riches pour prendre des décisions concrètes afin de réduire leurs émissions. Par exemple il y a quelques semaines :

- Le Mexique a décidé qu'il réduirait ses émissions de moitié en 2050
- Le Brésil a annoncé qu'il s'engagerait à réduire ses émissions de 38 à 40% en 2020
- La Corée du Sud réduira ses émissions de 30% en 2020
- L'Indonésie projette de réduire ses émissions de 26% en 2020 et jusqu'à 41% si le financement des pays riches est suffisant.

Pendant ce temps, la Chine a annoncé sa volonté de réduire son intensité carbone de 40 à 45% en 2020 par rapport au niveau de 2005. Ceci ouvre la voie des négociations sur ce que peut faire la Chine avec le soutien financier et technique promis par les pays riches.

Contacts à Copenhague :

Anna Mitchell : + 44 7796 993 288 / anna.mitchell@oxfaminternational.org

Angela Corbalan : + 32 473 56 22 60 / angela.corbalan@oxfaminternational.org